

# **MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE**

## **JEUNESSE ET SPORTS**

### **Equivalences du brevet d'Etat d'enseignement sportif de parachutisme.**

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif;

Vu le décret n° 75-364 du 13 mai 1975 transférant au ministre chargé des sports les attributions relatives au parachutisme sportif précédemment exercées par le ministre chargé de l'aviation civile;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur sportif;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation spécifique du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif;

Vu le décret n° 76-110 du 2 février 1976 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

#### **Arrête :**

Art. 1<sup>er</sup>. — Les brevets d'Etat d'instructeur et d'instructeur adjoint de parachutisme sportif délivrés par le ministre des transports mentionnés dans la colonne n° 1 du tableau ci-après sont admis de plein droit en équivalence du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif créé par le décret susvisé n° 72-490 du 15 juin 1972 pour le degré correspondant et figurant en regard dans la colonne n° 2 :

Colonne n° 1.	Colonne n° 2.
Brevet d'instructeur adjoint.	Brevet d'Etat du premier degré.
Brevet d'instructeur.	Brevet d'Etat du deuxième degré.

Art. 2. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 18 juin 1976.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :  
Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
JACQUES PERRILLIAT.

### **Liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif.**

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif;

Vu le décret n° 76-110 du 2 février 1976 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports);

Vu l'arrêté du 2 février 1976 portant délégation de signature au directeur de l'éducation physique et des sports;

Vu l'avis de la commission nationale des équivalences de titres d'éducation physique et sportive dans sa séance du 6 mai 1976,

#### **Arrête :**

Art. 1<sup>er</sup>. — Le tableau A 1 annexé à l'arrêté susvisé du 30 juillet 1965 modifié est complété, ainsi qu'il suit :

#### **GROUPE II**

« Diplôme de moniteur et monitrice de gymnastique et d'éducation physique (2<sup>e</sup> degré) délivré par la fédération sportive et culturelle de France. »

« Brevet fédéral d'instructeur délivré par la fédération française pour l'entraînement physique dans le monde moderne. »

#### **GROUPE III**

#### **Supprimer :**

« Diplôme de moniteur de gymnastique et d'éducation physique (2<sup>e</sup> degré) délivré par la fédération sportive et culturelle de France. »

« Brevet fédéral d'instructeur délivré par la fédération française pour l'entraînement physique dans le monde moderne. »

#### **Ajouter :**

« Diplôme de monitrice de gymnastique de détente délivré par la fédération sportive et culturelle de France; »

« Brevet de moniteur délivré par la fédération française pour l'entraînement physique dans le monde moderne; »

« Brevet de moniteur de gymnastique de bien-être, maintien en forme troisième âge délivré par la fédération française pour l'entraînement physique dans le monde moderne. »

#### **GROUPE IV**

#### **Supprimer :**

« Brevet de moniteur délivré par la fédération française pour l'entraînement physique dans le monde moderne. »

#### **Ajouter :**

« Brevet d'animateur de gymnastique de bien-être, maintien en forme troisième âge délivré par la fédération française pour l'entraînement physique dans le monde moderne; »

« Diplôme d'animateur de gymnastique de bien-être, gymnastique d'entretien d'adultes délivré par la fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne. »

Art. 2. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1976.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :  
Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
JACQUES PERRILLIAT.

## **SECRETARIAT D'ETAT AUX TRANSPORTS**

### **Octroi d'autorisations et d'agréments de transport aérien.**

Le secrétaire d'Etat aux transports,

Vu les articles L. 330-1 à L. 330-6 et R. 330-1 à R. 330-17 du code de l'aviation civile;

Vu la décision ministérielle du 14 mai 1969 régissant les activités des compagnies françaises autorisées à effectuer des transports à la demande de fret et de passagers au moyen d'appareils dont la masse totale au décollage est supérieure à 5 700 kg;

Vu l'arrêté du 28 mars 1975 portant octroi d'autorisation et d'agrément de transport aérien au profit de la Société Continentale Air Service;

Vu la demande présentée par la Société Continentale Air Service;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'aviation marchande en date du 19 mars 1976,

#### **Arrête :**

Art. 1<sup>er</sup>. — La Société Continentale Air Service est autorisée à effectuer des transports aériens de passagers et de marchandises dans les conditions prévues par les articles L. 330-1 à L. 330-6 et R. 330-1 à R. 330-17 du code de l'aviation civile.

Art. 2. — La présente autorisation est particulière à la société et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Elle ne demeurera valable qu'autant que subsisteront les conditions ayant présidé à sa délivrance, telles qu'elles sont prévues par les articles R. 330-1 et R. 330-2 du code de l'aviation civile.

Toute modification importante dans l'organisation administrative, commerciale ou technique de l'entreprise, les bilans et comptes d'exploitation annuels devront être portés à la connaissance du ministre chargé de l'aviation civile.

Art. 3. — La présente autorisation vaut agrément pour le transport à la demande de fret et d'un maximum de dix passagers par voyage au moyen d'appareils dont la masse totale au décollage est inférieure à 5 700 kg, en France métropolitaine, sur l'ensemble des relations intra-européennes et entre l'Europe, d'une part, le Moyen-Orient et les Etats d'Afrique, d'autre part.

Art. 4. — La présente autorisation vaut agrément pour l'exécution dans les conditions définies par la décision ministérielle du 14 mai 1969 susvisée de transports à la demande de l'intérieur de la même zone au moyen d'appareils Corvette.

Art. 5. — Les services visés aux articles 3 et 4 ci-dessus ne sont autorisés qu'à la condition de ne pas constituer des séries systématiques de vols portant préjudice aux lignes régulières.

Art. 6. — La société devra souscrire une police d'assurance garantissant à ses passagers, en cas d'accident, une indemnité forfaitaire dont le montant ne devra pas être inférieur à celui fixé par la convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, dite Convention de Varsovie, modifiée par le protocole signé à La Haye le 28 septembre 1955. Mention de cette assurance devra être portée sur le billet remis aux passagers.

De plus, elle devra souscrire une police d'assurance la garantissant contre le risque des dommages causés aux tiers à la surface.

Art. 7. — La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 1980.